

Convention collective nationale

RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES

(Accord du 14 mars 1947)

(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 30 SEPTEMBRE 2008

PORTANT MODIFICATIONS DES DÉLIBÉRATIONS D 25 ET D 40

NOR : ASET0851167M

Entre :

La CGPME ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La confédération française de l'encadrement CGC ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;

L'union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

L'union des cadres et ingénieurs CGT-FO ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT,

D'autre part,

Suite à la recodification du code du travail, des modifications sont apportées aux délibérations D 25 et D 40 prises pour l'application de la convention collective nationale du 14 mars 1947.

Délibération D 25

Le chapitre III est modifié comme suit :

L'intitulé est désormais le suivant : « Bénéficiaires de congés de conversion ».

Le 1^{er} alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Sont concernés par la présente délibération les bénéficiaires des congés de conversion institués par l'article R. 5111-2-4° du code du travail, dans les cas où l'Etat n'intervient pas dans la prise en charge des cotisations de retraite complémentaire.

Ceux de ces salariés qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, relèvent du régime des cadres peuvent obtenir des points de retraite pendant la durée de ce congé en contrepartie du versement des cotisations ».

Les alinéas 2 à 10, qui deviennent les alinéas 3 à 11, sont inchangés.

Le chapitre V, relatif aux bénéficiaires des conventions du FNE d'aide au passage à temps partiel, est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa, « l'article R. 322-7-1 du code du travail » est remplacé par « l'article R. 5123-40 du code du travail ».

Le chapitre VI, relatif aux salariés en congé parental d'éducation, en congé de présence parentale, en congé de solidarité familiale ou en congé de soutien familial, est modifié comme suit :

Le premier paragraphe est désormais libellé comme suit :

« Les bénéficiaires :

- d'un congé parental d'éducation visé à l'article L. 1225-47 du code du travail ;
 - ou d'un congé de présence parentale visé à l'article L. 1225-62 de ce même code ;
 - ou d'un congé de solidarité familiale visé aux articles L. 3142-16 et suivants dudit code ;
 - ou d'un congé de soutien familial visé à l'article L. 3142-22 dudit code,
- qui, lorsqu'ils accèdent.... (le reste sans changement) ».

Le chapitre XI, relatif aux organismes auto-assurés en matière de chômage, est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 351-12 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5424-1 du code du travail ».

Le chapitre XV, relatif aux bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité, est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 321-4-3 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 1233-71 du code du travail » et « l'article L. 320-2-1 dudit code » est remplacé par « l'article L. 1233-77 dudit code ».

Délibération D 40

L'intitulé est désormais le suivant : « Créateurs d'entreprises recevant une aide dans le cadre de l'article L. 5141-1 du code du travail ».

Au 1^{er} alinéa, « l'article L. 351-24 du code du travail » est remplacé par « l'article L. 5141-1 du code du travail ».

Fait à Paris, le 30 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)